

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 20

Loi concernant certaines dispositions législatives

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la Loi du ministère du Conseil exécutif, la Loi du ministère des richesses naturelles, la Loi du ministère de l'industrie et du commerce, la Loi du ministère de la justice, la Loi de l'administration financière et la Loi du ministère du revenu pour prévoir que le ministre responsable de l'application de ces différentes lois doit déposer à l'Assemblée nationale un rapport annuel concernant les activités des organismes visés.

Il autorise également la délégation de signature de certains documents engageant les ministres des affaires municipales, du tourisme, de la chasse et de la pêche, de l'industrie et du commerce, de la justice, de la fonction publique, du travail et de la main-d'oeuvre et des communications dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Code des professions est modifié pour reconnaître à l'Office des professions du Québec le statut juridique de corporation au sens du Code civil et pour permettre que le secrétaire et les autres employés de l'Office soient dorénavant assujettis à la Loi de la fonction publique.

Art. 1. L'article proposé prévoit que le premier ministre doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.

Art. 2. L'article proposé prévoit que le ministre des richesses naturelles doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.

Art. 3. La modification proposée traite de la signature des documents engageant le ministère des affaires municipales ou pouvant être attribués à son ministre.

Projet de loi n° 20

Loi concernant certaines dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi du ministère du Conseil exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 16) est modifiée par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

«**4.** Le premier ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. »

2. La Loi du ministère des richesses naturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 83) est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

«**8a.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. »

3. L'article 6 de la Loi du ministère des affaires municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 169) est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**6.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*. »

Art. 4. La modification proposée traite de la signature des documents engageant le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche ou pouvant être attribués à son ministre.

Art. 5. La modification proposée traite de la signature des documents engageant le ministère de l'industrie et du commerce ou pouvant être attribués à son ministre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

4. L'article 10 de la Loi du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche (Statuts refondus, 1964, chapitre 199) est remplacé par le suivant:

«**10.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

5. L'article 8 de la Loi du ministère de l'industrie et du commerce (Statuts refondus, 1964, chapitre 206) est remplacé par le suivant:

«**8.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé

Art. 6. L'article proposé prévoit que le ministre de l'industrie et du commerce doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.

Art. 7. La modification proposée prévoit que la signature du ministre de la justice peut être apposée au moyen d'un appareil automatique et qu'un fac-similé de cette signature peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les documents.

Art. 8. La modification proposée prévoit que le ministre de la justice doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.

Art. 9. La modification proposée traite de la signature des documents engageant le ministère de la fonction publique ou pouvant être attribués à son ministère.

a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.»

6. Ladite loi est modifiée par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

«**11.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.»

7. L'article 13 de la Loi du ministère de la justice (1965, 1^{re} session, chapitre 16) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.»

8. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15a.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.»

9. L'article 8 de la Loi du ministère de la fonction publique (1969, chapitre 14) est remplacé par le suivant:

«**8.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Art. 10. La modification proposée prévoit que la signature du ministre de la fonction publique peut être apposée au moyen d'un appareil automatique et qu'un fac-similé de cette signature peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les documents.

Art. 11. L'article proposé traite de la signature des documents engageant le ministère des communications ou pouvant être attribués à son ministre.

Art. 12. L'article proposé prévoit que le ministre des finances doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

10. L'article 14 de la Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre (1968, chapitre 43) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

11. L'article 9 de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65) est remplacé par le suivant:

«**9.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

12. La Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17) est modifiée par l'insertion, après l'article 11, du suivant:

«**11a.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. »

Art. 13. *L'article proposé prévoit que le ministre du revenu doit déposer un rapport des activités de son ministère à l'Assemblée nationale.*

Art. 14. *L'article proposé est entièrement de droit nouveau.*

Art. 15. *L'article 5 du Code des professions se lit actuellement comme suit:*

«**5.** Le secrétaire et les autres employés de l'Office sont nommés, sur recommandation de celui-ci, par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur rémunération; ils ne peuvent être destitués que conformément à l'article 61 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).»

Art. 16. *L'article proposé est entièrement de droit nouveau.*

13. La Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

«**9a.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.»

14. Le Code des professions (1973, chapitre 43) est modifié par l'insertion, après l'article 3, du suivant:

«**3a.** L'Office est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que le présent code lui confère.»

15. L'article 5 dudit Code est remplacé par le suivant:

«**5.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de l'Office sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).»

16. La Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) devient, sans autre formalité, applicable au secrétaire et aux autres employés de l'Office des professions du Québec en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

17. L'article 32 de la Loi constituant l'Institut national de productivité (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 37*) est remplacé par le suivant:

«**32.** L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977, et par l'article 106 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 9*) des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 11° du premier alinéa, du suivant:

«12° aux directeur général et employés de l'Institut national de productivité.»

Le présent article prend effet le 13 juin 1978.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.